INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

Investissements privés et publics
Perspectives québécoises 2011

Bulletin
FLASH

En bref

- ***Les intentions d'investissement sont à la hausse après une décroissance historique en 2009***
- ***La croissance des investissements du secteur public ralentit en 2010 et 2011***
- ***Année de récession : des intentions d'investissement ne se sont pas matérialisées***

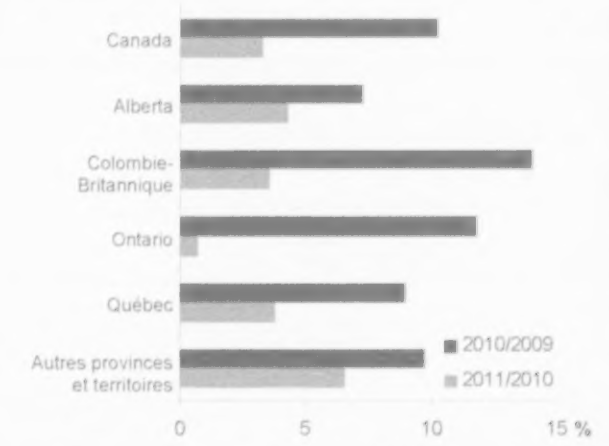
Les intentions d'investissement pour l'année 2011 se situent à 66,6 G$, en hausse de 3,8 % par rapport à 2010. Cette augmentation est inférieure à celle observée en 2010 (+ 9,0 %), qui faisait suite au fort repli de 2009 (- 2,1 %), alors qu'à pareille date l'an dernier, on anticipait une légère croissance de + 0,6 %. La croissance de 2011 s'observe davantage dans la construction (+ 1,3 G$) que dans les investissements en machines et équipement (+ 1,1 G$). Parmi les quatre provinces dominantes en termes d'investissements, qui représentent près de 85 % du total canadien, Québec se classe au deuxième rang derrière l'Alberta (+ 4,3 %), suivi par la Colombie-Britannique (+ 3,5 %) et l'Ontario (+ 0,7 %).

Les industries productrices de biens atteignent coup sur coup deux nouveaux sommets historiques en 2010 et 2011, soit des investissements respectifs de 12,7 G$ et 14,4 G$, dont 7,6 G$ et 8,2 G$ en construction. Les investissements en machines et équipement, qui représentent 43,4 % du total, s'élèvent à 6,3 G$ en 2011, niveau atteint pour la dernière fois en 2000. Des progressions soutenues s'observent dans le secteur de l'extraction minière et dans celui des services publics, deux secteurs intensifs en construction. Le secteur minier, dont 69,6 % de l'investissement est attribuable à l'extraction de minerais métalliques en 2011, est passé d'un creux de 534,4 M$ en 2003 pour croître chaque année depuis, atteignant 2,6 G$ en 2011. Dans le cas des services publics, le niveau atteint également un nouveau sommet à 6,4 G$, en croissance de 8,6 %.

Les intentions d'investissement du secteur manufacturier sont en hausse de 27,8 % pour atteindre 3,6 G$, après deux années de creux historique en 2009 (3,1 G$) et 2010 (2,8 G$). Le sous-secteur prédominant en termes d'investissements dans le secteur manufacturier au Québec, soit la première transformation des métaux, est en croissance de 80,1 % par rapport à 2010 pour atteindre 757,8 M$, le plus haut niveau depuis 2004. Outre ce sous-secteur, la fabrication d'aliments

Figure 1

Variation annuelle de l'investissement, Canada et provinces, 2009-2010 et 2010-2011[1]



1. 2009 : dépenses réelles, 2010 : dépenses réelles provisoires, 2011 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*. Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

dépasse pour la première fois depuis 2002 les 400 M$ en 2011(+ 30,0 %), la fabrication du papier renoue avec la croissance pour la première fois depuis 2007 (+ 37,7 %) et la fabrication du matériel de transport enregistre deux années de croissances positives en 2010 et 2011 (+ 10,0 % et + 17,6 %), ce qui n'est toutefois pas suffisant pour se rétablir au niveau de 2008.

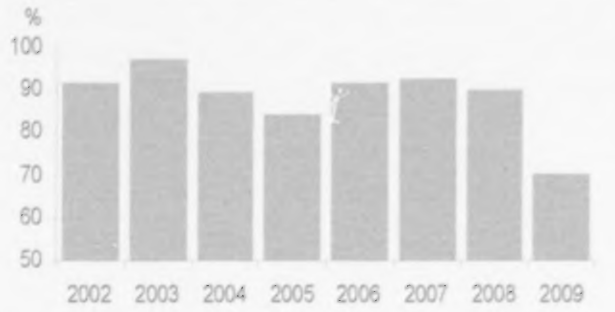
Les industries productrices de services prévoient investir 29,8 G$ en 2011, en hausse de 3,6 % par rapport à 2010. La construction, en hausse de 1,1 G$, suffit largement à contrebalancer la baisse observée dans les machines et équipements (- 56,4 M$). Dans le secteur du commerce, le commerce de gros se maintient au-dessus de 1,1 G$ d'investissement depuis 2007, alors que les 1,5 G$ d'investissements prévus annuellement dans le secteur du commerce de détail entre 2009 et 2011 représente un retour à la normale après deux années d'investissement historiquement élevées. Concernant le secteur du transport et entreposage, des croissances de plus de 10 % pour 2009, 2010 et 2011 amènent le secteur à trois nouveaux sommets historiques, culminant à 3,7 G$ en 2011. Inversement, des baisses de 26,0 % en 2008 et de 36,1 % en 2009 dans le secteur de la finance et

INTENTIONS VS. RÉALISATIONS[1]

Systématiquement, les entreprises du secteur manufacturier ont surestimé en début de période les investissements effectivement réalisés entre 2002 et 2009, dernière année pour laquelle la comparaison est possible. Le taux de réalisation est en moyenne de 88,5 % pour la période, avec un creux de 70,5 % en 2009.

Figure 2

Taux de réalisation des investissements du secteur manufacturier, Québec, 2002-2009



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*. Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

1. Pour plus de détails sur les moments de collecte des données d'investissement, voir la figure 3 en page 4.

Tableau 1

Dépenses en immobilisation ventilées selon certaines composantes, Québec, 2006-2011[1]

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010
			M$				%
Industries productrices de biens	**11 240,2**	**11 783,2**	**12 502,6**	**12 025,4**	**12 718,8**	**14 424,9**	**13,4**
Construction	5 350,9	6 409,9	6 934,2	7 265,6	7 613,2	8 163,2	7,2
Machines et équipement	5 889,4	5 373,3	5 568,2	4 759,7	5 105,6	6 261,7	22,6
Industries productrices de services	**22 904,1**	**25 997,3**	**27 685,7**	**27 479,8**	**28 776,1**	**29 822,2**	**3,6**
Construction	9 377,1	10 796,3	13 109,8	13 633,5	15 220,1	16 322,3	7,2
Machines et équipement	13 527,0	15 201,1	14 576,1	13 845,4	13 556,0	13 499,9	-0,4
Logement[2]	**17 665,1**	**19 274,3**	**19 929,9**	**19 353,7**	**22 648,7**	**22 315,9**	**-1,5**
Total	**51 809,4**	**57 054,8**	**60 118,2**	**58 857,9**	**64 143,6**	**66 563,0**	**3,8**
Construction	32 393,1	36 480,5	39 973,9	40 252,8	45 482,0	46 801,4	2,9
Machines et équipement	19 416,2	20 574,4	20 144,3	18 605,1	18 661,6	19 761,6	5,9
Secteur privé	**39 372,8**	**43 015,8**	**43 203,9**	**39 709,0**	**43 150,8**	**44 260,5**	**2,6**
Construction résidentielle	17 665,1	19 274,3	19 929,9	19 353,7	22 648,7	22 315,9	-1,5
Construction non résidentielle	5 551,9	6 910,1	7 222,0	6 757,7	7 286,2	8 056,5	10,6
Machines et équipement	16 155,8	16 831,4	16 052,0	13 597,6	13 215,9	13 888,1	5,1
Secteur public	**12 436,6**	**14 039,0**	**16 914,3**	**19 148,9**	**20 992,8**	**22 302,5**	**6,2**
Construction	9 176,2	10 296,0	12 822,0	14 141,4	15 547,1	16 429,0	5,7
Machines et équipement	3 260,4	3 743,0	4 092,3	5 007,5	5 445,7	5 873,5	7,9

1. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires; 2011 : perspectives.
2. Construction uniquement.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

assurances amènent le secteur à trois nouveaux creux historiques en 2009, 2010 et 2011, bien en deçà de la moyenne observée entre 1998 et 2007 (3,5 G$). Principalement observable dans le sous-secteur de l'intermédiation financière et activités connexes, la baisse est possiblement liée à la décision de certains constructeurs automobiles d'abandonner la location de véhicule à long terme.

Les investissements relatifs au logement diminuent de 1,5 % en 2011 pour s'établir à 22,3 G$, faisant suite à une croissance de 17,0 % en 2010, du jamais vu depuis 2004. Cette estimation fait référence au scénario de prévision moyen des mises en chantier de la Société canadienne d'hypothèque et de logement.

Les investissements du secteur public sont en hausse de 9,6 % en 2010 et 6,2 % en 2011, pour atteindre 22,3 G$. Ces croissances font suite à trois années de croissance plus élevée de l'ordre de 12,9 % en 2007, 20,5 % en 2008 et 13,2 % en 2009. Cette croissance soutenue des dépenses d'investissements publiques fait en sorte que les investissements publics dépassent les investissements privés non résidentiels en 2010 et en 2011 (on anticipait que ce scénario se réaliserait en 2009 à pareille date l'an passé).

Les différents paliers de gouvernements augmentent leurs dépenses en immobilisation de 3,0 % pour s'établir à 10,5 G$. Les gouvernements locaux sont ceux qui augmentent le plus leurs dépenses en 2011 (+ 5,8 %), mais sont également les seuls à les avoir diminué en 2010 (- 7,3 %). La croissance exceptionnelle de l'administration publique provinciale entre 2007 et 2010 (+ 28,8 % en moyenne) a porté le niveau d'investissement à 5,6 G$ en 2010 et 2011.

Les institutions (santé et éducation) sont la composante qui augmente le plus leurs dépenses, avec une croissance de 14,3 % en 2011 pour s'établir à 4,2 G$. Les investissements dans le réseau de la santé se chiffrent à 1,9 G$ en 2011, en croissance de 6,9 %. Les investissements dans le réseau de l'éducation, influencés à la hausse par les investissements des universités, sont en hausse de 21,5 % pour atteindre 2,3 G$.

Les dépenses en immobilisation des entreprises publiques sont pour leur part en hausse de 6,8 % et atteignent 7,6 G$. Fortement dominé par les entreprises publiques provinciales (5,2 G$), l'investissement de ce secteur a crû substantiellement ces dernières années. Les entreprises publiques locales sont entre autres passées de 0,9 G$ en 2008 à 2,0 G$ en 2011, notamment en raison des dépenses liées aux réseaux d'aqueducs.

Les investissements du secteur privé non résidentiel sont en hausse de 7,0 % en 2011, la plus forte croissance depuis 2007. Malgré cette hausse et celle de 2010 (+ 0,7 %), la forte diminution enregistrée en 2009 (- 12,5 %) fait en sorte que le niveau de 2011 demeure en deçà des niveaux de 2007 et 2008.

Tableau 2

Dépenses en immobilisation du secteur public, par type d'organisme, Québec, 2006-2011[1]

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010
			M$				%
Gouvernements	**5 109,2**	**6 544,6**	**8 431,5**	**9 527,1**	**10 198,4**	**10 499,4**	**3,0**
Fédéral	649,5	737,5	827,9	878,4	1 022,6	1 036,8	1,4
Provincial	2 037,6	2 783,4	3 749,7	4 754,1	5 564,3	5 642,9	1,4
Locaux	2 422,1	3 023,8	3 853,9	3 894,7	3 611,5	3 819,8	5,8
Institutions	**2 757,8**	**2 846,9**	**3 161,4**	**3 357,8**	**3 663,1**	**4 185,6**	**14,3**
Éducation	1 486,0	1 623,5	1 731,1	1 758,5	1 854,7	2 252,9	21,5
Santé	1 271,7	1 223,4	1 430,2	1 599,3	1 808,4	1 932,7	6,9
Entreprises publiques	**4 569,6**	**4 647,4**	**5 321,4**	**6 264,0**	**7 131,3**	**7 617,5**	**6,8**
Fédérales	137,5	241,7	181,4	337,1	406,8	476,2	17,1
Provinciales	3 773,5	3 703,7	4 207,4	4 548,7	4 836,6	5 156,3	6,6
Locales	658,7	702,0	932,7	1 378,3	1 887,9	1 985,0	5,1
Total	**12 436,6**	**14 039,0**	**16 914,3**	**19 148,9**	**20 992,8**	**22 302,5**	**6,2**

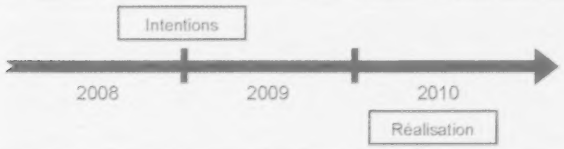
1. 2006-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires; 2011 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

La chronologie de l'enquête sur les dépenses en immobilisation permet de comparer les intentions d'investissement à l'investissement effectivement réalisé pour une année donnée. Par exemple, il est intéressant de voir comment les différents secteurs ont investi au cours de l'année 2009, année où la formation brute de capital fixe des entreprises, selon les comptes économiques, a chuté de façon prononcée, une deuxième diminution consécutive en termes réels. Les données d'intentions par secteur de l'enquête sur les dépenses en immobilisation, recueillies entre novembre 2008 et février 2009, peuvent donc être mises en relation avec les données réelles de la même année, recueillies entre mars et octobre 2010.

Figure 3

Période de collecte, intentions et réalisation, 2009



Au total, les investissements réalisés sont de 3,2 G$ inférieurs à ce qui avait été anticipé, soit un taux de réalisation global de 94,8 %. Bien que l'ensemble des regroupements industriels aient été touchés, c'est dans le secteur de la production de biens que la révision a été la plus importante avec 1,9 G$ d'investissement prévu qui n'a pas été réalisé, principalement dans le secteur de la fabrication. Les divergences sont plus modestes dans le secteur des services (- 769,4 M$) et dans le logement (- 584,2 M$). Finalement, on constate qu'aussi bien le secteur public que le secteur privé non résidentiel n'ont pas réalisé ce qui était escompté, soit 1,1 G$ de moins et 1,6 G$ de moins respectivement.

Tableau 3

Écart entre les intentions d'investissement et leur réalisation, ventilé selon certaines composantes, Québec, 2009

	Intentions	Réalisation	Différence
		M$	
Industries productrices de biens	**13 920,5**	**12 025,4**	**-1 895,1**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	627,4	757,7	130,3
Extraction minière, de pétrole et gaz	1 903,9	1 789,5	-114,4
Services publics	6 045,3	5 438,7	-606,6
Construction	953,5	945,2	-8,3
Fabrication	4 390,4	3 094,3	-1 296,1
Industries productrices de services	**28 248,1**	**27 478,7**	**-769,4**
Commerce en gros	1 018,2	1 142,5	124,3
Commerce de détail	1 706,2	1 492,2	-214,0
Transport et entreposage	2 872,1	2 904,3	32,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 704,7	1 860,5	155,8
Finance et assurances	3 271,8	2 137,9	-1 133,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1 769,3	1 987,4	218,1
Services professionnel, scientifiques et techniques	751,3	839,5	88,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	15,6	6,7	-8,9
Services d'enseignement	1 824,9	1 879,7	54,8
Soins de santé et assistance sociale	1 923,6	1 870,5	-53,1
Arts, spectacles et loisirs	386,4	300,5	-85,9
Hébergement et services de restauration	357,3	719,8	362,5
Administrations publiques	9 898,0	9 527,1	-370,9
Autres industries productrices de services	748,7	810,1	61,4
Logement	**19 937,9**	**19 353,7**	**-584,2**
Total	**62 106,3**	**58 857,9**	**-3 248,4**
Secteur privé non résidentiel	**21 910,8**	**20 355,3**	**-1 555,5**
Secteur public	**20 257,6**	**19 148,9**	**-1 108,7**

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

PROCHAINE PARUTION : INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS, QUÉBEC ET SES RÉGIONS, MAI-JUIN 2011

Abréviations et signes conventionnels :

$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
%	Pourcentage

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin
Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2011
ISSN 1925-4210 (en ligne)
(En remplacement de l'ISSN 1715-6645 dans l'objectif de distinguer les deux publications)

Institut de la statistique Québec